



CORONAVIRUS

L'angoisse des parents avant la reprise de l'école

Les exigences sanitaires inquiètent nombre de familles, qui hésitent à renvoyer les enfants en classe

TÉMOIGNAGES

Faut-il les renvoyer à l'école? Les garder à la maison? Attendre un peu de voir, et les mettre éventuellement en juin, ou renoncer à la perspective d'une rentrée avant septembre? A quelques jours de la réouverture, très progressive, des établissements scolaires du premier degré, ces questions taraudent des centaines de milliers de parents.

Il y a les indécis. Comme Florian (toutes les personnes interrogées ont requis l'anonymat), 32 ans, dont la fille est en grande section de maternelle dans une école du Val-de-Marne. Mercredi 6 mai, lui et son épouse n'avaient pas encore répondu au questionnaire envoyé en début de semaine par la directrice pour organiser la reprise. « Elle nous a donné jusqu'à ce soir pour lui dire si on souhaitait qu'elle revienne à l'école. En deux jours, on a changé d'avis dix fois! Finalement, je crois qu'on va lui dire qu'on la garde jusqu'à fin mai, et après on verra. »

Sa femme étant infirmière, et donc considérée comme faisant partie du « personnel indispensable à la gestion de la crise sanitaire », ils sont placés pourtant sur la liste des familles prioritaires pour un retour à l'école, aux côtés des élèves en situation de handicap et ceux en risque de décrochage scolaire, selon la circulaire du ministère de l'éducation nationale en date du 4 mai. Mais Florian, qui travaille dans la fonction publique, a la possibilité de rester à la maison pour garder leur fille sans perte de salaire, une « sacrée chance », reconnaît-il.

Ce n'est pas le cas de Camille,

40 ans, habitante de Rennes, qui est en télétravail depuis le début du confinement. Mère de deux enfants respectivement en petite section de maternelle et en CE1, représentante des parents d'élèves, elle aussi « est passée par toutes les phases » depuis la fermeture des classes il y a près de huit semaines. Convaincue au départ des bienfaits d'un retour à la vie scolaire, elle a déchanté en découvrant les modalités de réouverture de l'école maternelle. « J'ai pleuré en lisant le mail », confie-t-elle. « Le protocole décrit par la direction de l'établissement, qui n'en est évidemment pas responsable, est très angoissant pour beaucoup de parents. Il faut prendre la température des enfants chaque matin, les déposer un à un devant l'école sans pouvoir entrer, on ne peut pas les récupérer à midi..., énumère-t-elle. C'est tellement triste, on s'est dit que ce n'était pas la peine dans ces conditions. » Elle gardera donc sa fille à la maison et s'organisera tant bien que mal pour le travail. Pour son fils, qui rêve de retrouver ses camarades de classe, elle « se tâte encore ».

« Jouets retirés des classes »

L'« organisation militaire » qui attend son garçon de 3 ans a aussi fait basculer dans le camp du non Guillaume, en recherche d'emploi, qui vit à Pantin (Seine-Saint-Denis). « Les jouets ont été retirés des classes pour éviter les manipulations, les enfants n'auront pas le droit d'utiliser les jeux de la cour de récréation. Mon fils n'aimait déjà pas trop l'école, donc, si je veux éviter de le braquer complètement, je vais devoir m'arranger autrement », soupire-t-il.

En Seine-Saint-Denis, 75 % des parents envisagent de ne pas remettre leur enfant à l'école, selon un sondage récent effectué par la FCPE. Le signe d'une « très forte défiance des classes populaires » vis-à-vis de la « communication cacophonique » du gouvernement, analyse Alixe Rivière, coprésidente de la FCPE 93. Ces remontées rendent assez illusoire l'objectif affiché par Jean-Michel Blanquer de lutter contre le décrochage scolaire en faisant revenir les familles concernées à l'école.

Mariée à un notaire, mère au foyer, Marie, 40 ans et trois garçons, ne figure pas dans les publics prioritaires. Mais elle partage la défiance des parents récalcitrants. « On ne connaît pas encore grand-chose de cette co-chonnerie », dit cette habitante de l'Ain. Inquiète des répercussions éventuelles sur la santé des enfants ou de son époux, au cœur fragile, elle n'a pas hésité à répondre par la négative aux interrogations de l'école. « C'était assez évident pour nous, comme je ne travaille pas et que j'ai donc la possibilité de m'en occuper. » Pour répondre aux « besoins particuliers » de deux de ses enfants, diagnostiqués à haut potentiel, elle passe ses soirées à planifier les activités du lendemain. « Le matin, je leur fais la classe grâce à ce qu'envoient les maîtresses et, l'après-midi, c'est activité manuelle. Moi, ça me crève, mais pour eux c'est mieux, dit-elle. Et si j'ai la possibilité de poursuivre l'hiver prochain, je le ferai. »

A côté des indécis et des « nonistes », se trouvent les partisans de la reprise. Ceux qui, par conviction



ou par obligation, ont décidé que leur progéniture reprendrait le chemin de l'école, dans la mesure du possible. C'est le cas de Vanessa, banquière dans les Landes, et de Juliette, fonctionnaire parisienne. La première a un fils, gardé chez une assistante maternelle, et une fille de 8 ans, « *qui a très envie de retrouver sa maîtresse, son école* ». « *Au bout d'un moment, on ne peut pas vivre sous cloche* », estime la jeune femme, qui a repris le travail, en alternance avec son conjoint, dès la deuxième semaine de confinement. « *Je n'ai pas peur pour elle, j'espère ne pas me tromper. Et on n'a personne à risque chez nous, donc pas d'inquiétude de ce point de vue.* »

Les messages alarmistes concernant la recrudescence de syndromes inflammatoires infantiles potentiellement liés au Covid-19 (une vingtaine de cas en France), très partagés sur les réseaux sociaux et dans les boucles WhatsApp de parents, ne parviennent pas à la faire douter. Idem pour Juliette, qui vit seule avec ses deux enfants, à Paris. « *J'ai pesé le pour et le contre, et je me dis que le plus important c'est qu'ils reprennent leur vie en collectivité. Je n'ai pas eu d'info de la crèche, mais ma fille, en moyenne section, sera accueillie deux jours par semaine* », dit-elle. « *Si c'est trop anxiogène, on avisera, mais après plus de sept semaines non-stop avec eux, j'en ai besoin pour ma santé mentale!* », ajoute-t-elle en plaisantant à moitié. ■

SOLÈNE CORDIER

« Je me dis que le plus important, c'est qu'ils reprennent leur vie en collectivité »

JULIETTE

mère de deux enfants

« En deux jours, on a changé d'avis dix fois ! Je crois qu'on va garder notre fille jusqu'à fin mai, et après on verra »

FLORIAN

père d'élève



► 9 mai 2020

